

Quel Jérusalem ? Les plans directeurs mal connus d'Israël

Description

Par Nur Arafah, le 31 mai 2016

SOMMAIRE

Jérusalem 2050 : destination largement juive de technologie de pointe et de tourisme avec une présence palestinienne minimale. C'est une conception de la ville par Israël qui la met en place grâce à trois plans directeurs dont deux sont relativement méconnus. Nur Arafah, membre politique d'Al-Shabaka, donne une analyse succincte de ces trois plans et des façons dont les Palestiniens peuvent les réfuter.

POUR EN LIRE PLUS

On est en 2050 et Israël a réalisé sa vision de Jérusalem : les visiteurs verront un centre juif de technologie de pointe au milieu d'une mer de touristes, avec une présence palestinienne minimale. Pour accomplir cette vision, Israël travaille sur trois plans directeurs ; un est bien connu, mais deux restent sous la ligne de visibilité.

Edward Said avait deviné en 1995 que ce ne serait qu'en projetant une idée de Jérusalem qu'Israël pourrait alors procéder aux changements sur le terrain [qui] correspondraient ensuite aux images et aux conceptions. L'idée d'Israël pour Jérusalem, telle qu'elle est laborieuse dans ses plans directeurs, implique de maximiser le nombre de Juifs et de réduire le nombre de Palestiniens par une avancée progressive de la colonisation, du déplacement et de la possession. (Voir le résumé politique d'Al-Shabaka sur les méthodes utilisées ainsi que cette récente mise à jour.)

Le plan le plus connu des trois plans directeurs israéliens pour la ville est le Plan directeur Jérusalem 2020, qui n'a pas été soumis à l'opinion publique alors même qu'il a été publié pour la première fois en 2004. Les moins connus sont le Plan Marom, plan commandé par le gouvernement pour le développement de Jérusalem, et le Plan « Jérusalem 5800 », connu aussi sous le nom de Jérusalem 2050, qui est le résultat d'une initiative du secteur public et qui se présente comme un plan directeur transformationnel pour Jérusalem (voir plus bas).

Comme les plans d'Israël pour 2050, l'idée que l'Autorité Palestinienne (AP) se fait de Jérusalem remonte à 2010 lorsque le Plan de Développement Stratégique Multi-secteur pour Jérusalem Est (SMDP) pour 2011-2013 a été publié. Et le plan national de développement actuel pour 2014-2016 se réfère simplement au plan de 2010. En plus, alors que la direction palestinienne parle de Jérusalem Est, qu'Israël a occupée et illégalement annexée en 1967, comme de la capitale de l'État de Palestine et zone de développement prioritaire, 0,44 % seulement du budget 2015 de l'AP sont alloués au ministère des Affaires de Jérusalem et au gouvernorat de Jérusalem.

Dans cet exposé politique, Nur Arafah, membre politique d'Al-Shabaka, analyse les trois plans directeurs pour Jérusalem et explique comment ils visent à transformer la ville en un centre de tourisme et de technologie de pointe, et la façon dont ils utilisent la planification urbaine pour transformer la démographie de la ville. Elle met l'accent sur les dangereuses nouvelles lois qu'Israël a activées ou fait passer pour faire progresser la colonisation de la ville : la Loi sur le Bien des Absents et la loi sur la troisième génération. Elle s'intéresse aussi au rôle de l'AP et de la communauté internationale, ainsi que des organisations de la société civile, et elle identifie les mesures applicables que ceux qui inquiètent du sort de Jérusalem pourront utiliser. (1)

Avant d'analyser de quelles façons les trois plans se renforcent mutuellement, il faudrait faire remarquer que l'annexion de Jérusalem Est par Israël est illégale selon le droit international et n'est pas reconnue par la communauté internationale. En outre, la déclaration faite par Israël que Jérusalem est sa capitale, à la fois Ouest et Est, n'a aucun fondement juridique international, et c'est pourquoi il n'y a aucune représentation diplomatique à Jérusalem, même pas des Etats-Unis.

. **Le Plan directeur Jérusalem 2020** a été préparé par un comité de planification national et publié pour la première fois en août 2004. C'est le premier plan spatial d'ensemble et détaillé pour Jérusalem Est et Ouest depuis qu'Israël a occupé Jérusalem Est en 1967. Bien que le plan n'ait pas encore été validé puisqu'il n'a pas été soumis à l'opinion publique, les autorités israéliennes rendent sa vision effective. Le plan traite de plusieurs zones de développement dont l'urbanisme, l'archéologie, le tourisme, l'économie, l'éducation, les transports, l'environnement, la culture et l'art. Le plan est disponible en ligne, en hébreu aussi bien qu'en arabe, à la Coalition Civique pour la Défense des Droits des Palestiniens à Jérusalem ; cet exposé politique s'appuie sur le Plan Schématique Local à Rapport N.4.

. **Le Plan Marom** est un plan commandé par le gouvernement pour le développement de Jérusalem et qui sera appliqué par l'Autorité de Développement de Jérusalem. Le but de l'Autorité est de promouvoir Jérusalem en tant que « ville internationale, la pointe du commerce et de la qualité de vie dans le domaine public ». C'est un instrument de planification essentiel pour la municipalité de Jérusalem, l'administration territoriale et d'autres organisations traitant du logement, de l'emploi, etc.

L'Institut d'Etudes Israéliennes de Jérusalem mène la consultation, la recherche et le suivi pour le Plan Marom. L'Institut est un centre de recherches multidisciplinaire qui joue un rôle majeur dans les politiques de planification et de développement pour Jérusalem dans les domaines de l'urbanisme, de la démographie, des infrastructures, de l'éducation, du logement, de l'industrie, du marché du travail, du tourisme, de la culture, etc.

. **Le Plan directeur Jérusalem 5800**, connu aussi sous le nom de « Jérusalem 2050 », est une initiative privée lancée par Kevin Bermeister, novateur australien en technologie et investisseur immobilier. Le plan donne une vision et des propositions de projets pour Jérusalem jusqu'en 2050, et est utilisable comme un « plan directeur transformationnel pour Jérusalem » qui peut être mis en œuvre en coopération avec d'autres agences gouvernementales municipales et nationales. Il se divise en divers projets indépendants dont chacun peut être activé

indépendamment. L'équipe de réalisation du plan doit comporter « les meilleurs planificateurs israéliens en tourisme, transports, environnement, patrimoine et sécurité ».

Une destination juive pour le Tourisme, l'Enseignement supérieur et la Technologie de pointe

Le développement du secteur touristique à Jérusalem est au cœur des trois plans de développement étudiés dans cet exposé politique. Par exemple, avec le Plan 2020, la municipalité de Jérusalem cherche à promouvoir le secteur du tourisme et à particulièrement mettre en valeur les aspects culturels de Jérusalem. Elle planifie une campagne de marketing pour accroître le potentiel du développement immobilier, soutenir le tourisme international et urbain, et investir dans les infrastructures touristiques pour assurer le développement du secteur.

Le Plan Marom vise lui aussi à développer Jérusalem en ville touristique. Rien qu'en 2014, l'Institut d'Études Israéliennes de Jérusalem a mené cette année-là 14 de ses 18 études sur le tourisme et les a soumises à la municipalité de Jérusalem, au ministère de Jérusalem et des Affaires de la Diaspora et à l'Autorité de Développement de Jérusalem. Par ailleurs, en tant que partenaire du Plan Marom, le gouvernement israélien a affecté environ 42 millions \$ pour faire connaître Jérusalem comme destination touristique internationale, tandis que le ministère du Tourisme était censé allouer quelques 21.5 millions \$ pour la construction d'hôtels à Jérusalem. L'Autorité offre elle aussi des encouragements spécifiques aux entrepreneurs et aux sociétés pour ouvrir ou agrandir des hôtels à Jérusalem, et pour organiser des événements culturels qui attireront les touristes, tels que le Festival de Opéra de Jérusalem, ainsi que des événements pour le secteur touristique tels que la Convention du Tourisme International de Jérusalem.

Promouvoir le secteur du tourisme est aussi au cœur du Plan directeur Jérusalem 5800 qui envisage Jérusalem comme une « Ville Mondiale, un important centre mondial d'activités touristique, écologique, spirituel et culturel » pour attirer 12 millions de touristes (10 millions étrangers et 2 millions nationaux) et plus de 4 millions de résidents.

Pour faire de Jérusalem « l'ancrage de l'attrait et des ressources touristiques du Moyen Orient », le plan Jérusalem 5800 vise à accroître l'investissement privé et la construction d'hôtels, à créer des jardins et des parcs sur les toits, et à transformer les quartiers qui entourent la vieille ville en hôtels, tout en interdisant l'utilisation de véhicules. Le plan prévoit aussi la construction de voies de circulation de première qualité, dont « une ligne de chemin de fer à grande vitesse, un vaste réseau de cars et de transports publics, l'ajout de nombreuses autoroutes et l'élargissement des routes existantes, et une super autoroute express qui traversera le pays du nord ou sud ». Le plan propose également la construction d'un aéroport dans la Vallée de Horkania, entre Jérusalem et la Mer Morte, pour accueillir 35 millions de passagers par an. L'aéroport serait relié par des routes accés et le rail à Jérusalem, l'aéroport Ben Gourion et d'autres centres-villes.

Plans israéliens pour promouvoir le secteur du Tourisme

42 millions \$: pour faire connaître Jérusalem comme destination touristique internationale

(Plan Marom)

21.5 millions \$: pour la construction d'hôtels à Jérusalem.

12 millions de touristes : chiffre prévu de visiteurs par an selon le Plan directeur

Jérusalem 5800

Le plan Jérusalem 5800 essaie de se présenter comme un plan apolitique qui promeut « la paix par la prospérité économique », mais il comporte des visées démographiques qui prouvent le contraire. En fait, il envisage que la valeur ajoutée totale après réalisation du plan, conjointement aux 75.000 à 85000 emplois supplémentaires à temps plein dans les hôtels, plus les 300.000 emplois supplémentaires dans les secteurs dépendants, réduirait la pauvreté et attirerait plus de Juifs à Jérusalem, faisant croître le nombre de Juifs vivant à Jérusalem et faisant ainsi pencher la balance démographique Juifs-Palestiniens en leur faveur.

Cependant, le secteur du tourisme n'est pas vu que comme un moteur du développement économique pour attirer les Juifs dans la ville. Le développement par Israël et sa domination sur le secteur touristique à Jérusalem est un outil pour contrôler le récit et assurer la projection de Jérusalem à l'étranger comme une « ville juive ». (Voir par exemple la carte officielle de la Vieille Ville du ministère du Tourisme.) Israël a des règlements stricts concernant qui peut être guide touristique et concernant le récit et l'histoire fournis aux touristes. Les guides touristiques palestiniens qui ne gardent pas cette fausse image d'Israël et qui essaient de délivrer une analyse alternative et critique de la situation peuvent perdre leur licence.

Ces plans pour promouvoir le secteur israélien du tourisme ont marché main dans la main avec les restrictions imposées par les Israéliens au développement du secteur palestinien du tourisme à Jérusalem Est. Parmi les obstacles israéliens, on trouve : l'isolement de Jérusalem Est du reste des territoires palestiniens occupés (TPO), spécialement après la construction du Mur, le manque de terrains et le coût élevé qui en découle, la faiblesse des infrastructures matérielles, les impôts élevés, les restrictions sur la délivrance des permis de construire des hôtels ou de convertir des bâtiments en hôtels, et la difficulté des procédures pour obtenir un permis de travail dans le tourisme palestinien. Ces obstacles, alors même que des millions de dollars sont versés dans le marché du tourisme israélien, garantissent que le secteur du tourisme palestinien n'a aucun espoir d'entrer en compétition avec celui d'Israël.

Le secteur du tourisme palestinien est de plus handicapé par un manque de vision palestinienne claire et de stratégie promotionnelle, ce qui entrave gravement sa capacité à alimenter le développement économique forcément limité sous occupation. Par ailleurs, bien que les organisations de la société civile se soient engagées pour promouvoir le secteur, une analyse de Cette Semaine en Palestine a critiqué leurs efforts comme « fragmentés et pauvrement coordonnés ».

Un autre but commun aux trois plans consiste à attirer les Juifs du monde entier à Jérusalem en développant deux secteurs innovants : l'enseignement supérieur et la technologie de pointe.

Pour promouvoir le secteur de l'enseignement supérieur, le Plan directeur 2020 prévoit de construire une université internationale au centre ville avec l'anglais comme langue principale d'enseignement. Quant au Plan Marom, il cherche à faire de Jérusalem « une des principales villes universitaires » qui soit attractive à la fois pour les étudiants juifs et pour les étudiants

internationaux que l'on encouragera à installer à Jérusalem la fin de leurs études. Dans la même veine, le plan 5800 y voit une opportunité pour créer des emplois et parvenir à une croissance économique grâce à un « tourisme éducatif prolongé ».

Le développement du secteur de l'enseignement supérieur est intrinsèquement lié au développement du secteur de la technologie de pointe, bio-information et bio-technologie. Le Plan directeur 2020 exige l'installation d'une université pour le management et la technologie au centre ville de Jérusalem et l'aide du gouvernement pour la Recherche et le Développement (R&D) dans les domaines de la technologie de pointe et de la bio-technologie. Parallèlement, le Plan Marom veut faire de Jérusalem un centre de R&D dans le domaine de la bio-technologie.

C'est dans ce contexte que l'Autorité de Développement de Jérusalem a fondé le Centre BioJérusalem pour favoriser un réseau de sociétés biomédicales à Jérusalem comme moteur potentiel du développement économique. Pour attirer ces sociétés à Jérusalem, l'Autorité leur offre des avantages tels que : réduction d'impôts, subventions pour embaucher de nouveaux travailleurs à Jérusalem, et subventions spéciales pour les sociétés impliquées dans le R&D ou qui construisent des infrastructures matérielles. On s'attend aussi à ce que les secteurs de la technologie de pointe et de la santé soient les bénéficiaires essentiels du Plan directeur « Jérusalem 5800 ».

Expulser les Palestiniens à l'aide de la Planification urbaine et de la « Loi »

Tandis qu'Israël travaille à faire de Jérusalem un centre d'affaires qui attire les Juifs et leur offre des chances de trouver un emploi, les problèmes auxquels Jérusalem Est fait face sont l'ignorance. Ils comprennent un secteur palestinien des affaires et du commerce ébranlé, un secteur éducatif affaibli et des infrastructures délabrées. On peut vérifier le résultat de l'écartement du potentiel de Jérusalem Est dans le taux élevé de pauvreté, 75 % de l'ensemble des Palestiniens de Jérusalem Est et jusqu'à 84 % d'enfants vivant sous le seuil de pauvreté en 2015. En plus, il y a une crise d'identité grandissante à Jérusalem Est, particulièrement chez les jeunes, à cause de l'isolement du reste des TPO, de l'absence de leadership et de soutien institutionnel, et de la perte d'espoir dans la possibilité d'un changement positif.

Le Mur est l'une des mesures démographiques les plus importantes qu'Israël a mises en place pour assurer une majorité juive à Jérusalem et consolider les frontières politiques de facto de Jérusalem, la transformant ainsi en ville la plus étendue d'Israël. Le Mur est construit de telle façon qu'il permette à Israël d'annexer 160 km² de plus dans les TPO, tout en isolant physiquement 55.000 Palestiniens de Jérusalem du centre ville. La planification et le développement des quartiers qui se trouvent maintenant au-delà du Mur sont extrêmement faibles et les services gouvernementaux et municipaux sont virtuellement absents, en dépit du fait que les Palestiniens qui vivent dans ces zones continuent de payer l'impôt d'Arnona (impôt foncier).

La planification urbaine est un autre outil géopolitique et stratégique essentiel utilisé par Israël depuis 1967 pour resserrer sa mainmise sur Jérusalem et contraindre l'expansion urbaine des Palestiniens comme faisant partie de ses efforts pour judaïser la ville. La planification urbaine est au cœur du Plan directeur 2020 qui voit Jérusalem comme une seule entité urbaine, un centre métropolitain et la capitale d'Israël. L'un des buts principaux du plan, c'est de « maintenir une solide majorité juive dans la ville » en encourageant les colonies juives à Jérusalem Est et

en réduisant la migration négative. Entre autres choses, le plan cherche à construire des unités d'habitation dans quelques quartiers juifs existant aussi bien qu'à construire de nouveaux quartiers. Le plan envisage aussi de relier, géographiquement, économiquement et socialement, les colonies juives de Cisjordanie à Jérusalem et Tel Aviv.

Expulser les Palestiniens

2.300 dunums prévus pour les constructions palestiniennes

contre **9.500** pour les Juifs israéliens. (Nasrallah, 2015)

55,7 % de logements supplémentaires pour les Palestiniens

construits à l'intérieur des zones urbanisées existantes ;

62,4 % de constructions juives israéliennes par **extension** des zones urbaines

(y compris les colonies).

30.000 \$: coût approximatif des permis de construire à Jérusalem.

(source : interview par l'auteur)

Le Plan directeur 2020 reconnaît la crise du logement dont souffrent les Palestiniens, l'insuffisance des infrastructures dans les quartiers palestiniens et la pénurie de services publics. Son but est de permettre la densification et la concentration des villages ruraux et des quartiers urbains existants, de rénover le camp de réfugiés de Shu'fat, qui se trouve à l'intérieur des frontières municipales de Jérusalem définies par Israël, et de réaliser des projets d'infrastructures.

Cependant, alors que, sur le terrain, le Plan semble avoir un intérêt égal pour les zones palestiniennes, en réalité il est discriminatoire. Il ne prend pas en compte le taux de croissance des Palestiniens à Jérusalem Est et la pénurie accumulée de logements. (2) Il n'alloue que 2.300 dunums (2,3 km²) pour la construction palestinienne à comparer avec les 9.500 dunums pour les Juifs israéliens. (3) Par ailleurs, la plupart des unités de logements proposées aux Palestiniens sont situées au nord et au sud de Jérusalem Est, plutôt que dans la Vieille Ville où la crise du logement est la plus aiguë et où l'activité coloniale est aussi la plus intense.

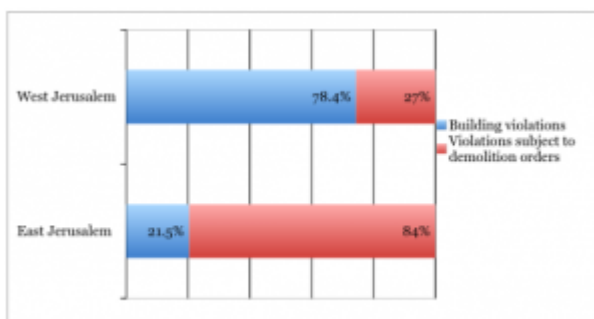
En plus, (62,4%) de l'accroissement des constructions juives israéliennes se fera par l'expansion et par la construction de nouveaux logements, accroissant ainsi le contrôle du territoire par les Juifs. Au contraire, plus de la moitié (55,7 %) du supplément de logements pour les Palestiniens se fera par la densification, i.e. en construisant à l'intérieur des zones urbanisées existantes, y compris par expansion verticale. Par ailleurs, tandis que les Palestiniens ont tendance à avoir une densité de maisonnette plus haute et à construire sur des densités plus basses que la moyenne par dunum, les zones juives israéliennes ont des densités de maisonnette plus basses mais construisent sur une densité plus grande que la moyenne. (4)

En outre, Les propositions du plan pour traiter la crise du logement à Jérusalem Est demeureront très probablement lettre morte à cause des sérieux obstacles mis à leur réalisation. En fait, il faut

remplir plusieurs conditions préalables avant que les autorités israéliennes délivrent les permis de construire, y compris un système routier convenable (les permis de construire pour des bâtiments de six étages sont conditionnés par la présence de routes d'accès d'au moins 12 mètres de large), des réseaux sanitaires et de tout-à-l'égout, et des bâtiments et institutions publics. Les Palestiniens n'ont aucun contrôle sur ces exigences, qui sont de la responsabilité de la municipalité ; de toute évidence, ceci rend la construction de nouvelles maisons extrêmement difficile pour les Palestiniens. (5) Le plan oublie aussi le manque de salles de classe, d'équipements de santé, de commerces et autres institutions nécessaires pour faire face aux exigences d'une population palestinienne grandissante.

La présence des Palestiniens à Jérusalem et le développement des quartiers palestiniens est également sévèrement contrainte par l'engagement du plan A « un strict renforcement des lois sur l'urbanisme et la construction » pour empêcher le phénomène de la construction illégale. Cependant, 7 % seulement des permis de construire à Jérusalem ont été délivrés aux Palestiniens ces quelques dernières années. La discrimination pratiquée par Israël pour délivrer des permis de construire aux Palestiniens, ajoutée au coût élevé de ces permis (environ 30.000 \$ selon des informations livrées à l'auteur), a obligé beaucoup de Palestiniens à construire illégalement.

Les Palestiniens subissent également la discrimination lorsqu'elle s'applique au renforcement des règlements. Selon un rapport du Centre International pour la Paix et la Coopération, entre 2004 et 2008, 78,4 % des infractions à la construction ont eu lieu à Jérusalem Ouest, contre 21,5 % à Jérusalem Est. *Pourtant, 27 % seulement de ces infractions à Jérusalem Ouest ont été soumises à des ordonnances judiciaires de démolition, contre 84 % pour les infractions à Jérusalem Est.



Source: International Peace and Cooperation Center, 2014.

(bleu) infractions à la construction

(rose) infractions soumises à des ordres de démolition

Source : Centre International pour la Paix et la Coopération, 2014

Par ailleurs, en plus de l'impact émotionnel et de l'instabilité provoqués par la démolition de leur maison, sans parler de la perte de leur investissement et de leurs biens, les Palestiniens doivent aussi payer à la municipalité israélienne les frais pour la construction illégale, ce qui génère un gros revenu pour la municipalité israélienne. L'OCHA estime que, entre 2001 et

2006, la municipalité a ramassé la somme annuelle de 35.5 millions de shekels (environ 6.6 millions \$) pour   construction ill gale  .

Le Plan directeur 2020 est ainsi un plan politique qui se sert de la planification urbaine comme d un outil pour assurer un contrôle démographique et territorial juif dans la ville. Le plan soutient aussi   la ségrégation spatiale des différents groupes de population dans la ville   et la considère comme un   réel avantage  . Il veut diviser Jérusalem en différents districts fondés sur l affiliation ethnique dans lesquels aucune zone ne pourrait réunir Palestiniens et Juifs israéliens.

Il est important de noter que les institutions de l  tat ne sont pas les seules   être impliquées dans la judaïsation de Jérusalem. Les organisations non gouvernementales (ONG) et les organisations religieuses ont aussi leur part dans la refonte de l espace urbain. L organisation de droite Elad, par exemple, a pour but principal d installer des Juifs dans le quartier palestinien de Silwan et de gérer les sites touristiques et archéologiques, spécialement   Silwan   qu ils appellent la   Cité de David   -. Elad cherche   recréer Jérusalem en ville juive, dotée d une histoire et d un patrimoine   prédominance juive, en effaçant la présence physique des Palestiniens ainsi que leur histoire. Elad a employé 97 travailleurs   plein temps en 2014 et, d apr s Haaretz, a re su plus de 115 millions \$ entre 2006 et 2013, ce qui en fait l une des plus riches ONG d Isra l. Parmi d autres organisations qui s int ressent au changement de la composition démographique de Jérusalem, il y a Ateret Cohanim, qui cherche   créer une majorité juive dans la Vieille Ville et dans les quartiers palestiniens de Jérusalem Est.

Israël a aussi utilisé la loi comme tactique pour expulser les Palestiniens et s approprier leur terre, ainsi que pour assurer sa souveraineté et son contrôle sur Jérusalem. Pas plus loin que le 15 mars 2015, la Cour Suprême d Isra l a activé la loi sur les Biens des Absents. Cette loi a été  mise en 1950 dans le but de confisquer les biens des Palestiniens qui avaient été expulsés pendant la Nakba de 1948. On l a utilisée comme   fondement juridique   pour transférer les biens des Palestiniens déplacés dans l  tat d Isra l nouvellement créé. Après 1967, Israël a appliqué la loi   Jérusalem Est, ce qui lui a permis de s approprier les biens des Palestiniens de Jérusalem dont la résidence a été jugée être hors de Palestine. La loi   nouveau activée en 2015 permet   Israël de confisquer les biens des Palestiniens de Jérusalem Est qui vivent actuellement en Cisjordanie et de considérer leurs biens   Jérusalem Est comme   biens des absents  .

En outre, alors que les Palestiniens ne peuvent pas revendiquer les biens qu ils ont perdu en 1948 ou en 1967 dans ce qui est maintenant Jérusalem Ouest, la Cour Suprême d Isra l a fait droit aux demandes des colons israéliens de   re   conquérir les logements que l UNRWA avait donnés aux Palestiniens qui avaient fui Jérusalem Ouest et Israël en 1948. En d autres termes, la Cour Suprême est discriminatoire puisque cette loi s applique aux Juifs qui veulent récupérer les biens qu ils possédaient avant 1948, mais ne s applique pas aux Palestiniens.

Une autre loi controversée et dangereuse est la loi de Troisième Génération qui cible les biens qui ont été loués avant 1968 et qui sont supposés être protégés par la loi. Selon la nouvelle loi, la période de protection prend fin avec la mort de la troisième génération de locataires palestiniens, après quoi le bien revient   son propriétaire d origine, des propriétaires principalement juifs qui possédaient le bien avant 1948. D apr s Khalil Tufakji, plus de 300

Palestiniens sont maintenant sous la menace de l'expulsion de leur logement. Rien qu'à Silwan, 80 décisions de justice menacent l'expulsion des centaines de Palestiniens.

Sauver Jérusalem

Depuis 2001, Israël a fermé au moins 31 institutions palestiniennes, dont la Maison d'Orient, ancien quartier général de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP), et la Chambre de Commerce et d'Industrie. Le Gouvernorat de Jérusalem et le ministère des Affaires de Jérusalem ont maintenant l'interdiction de travailler à Jérusalem et sont obligés de fonctionner depuis un bâtiment situé à Al-Ram qui se trouve au nord-est de Jérusalem et hors des frontières municipales imposées par Israël.

*Etant donné l'absence de direction et d'institutions créées à Jérusalem Est par Israël, trouver des moyens pour ralentir sa colonisation de la ville et la déposséder de sa population palestinienne est un défi particulièrement redoutable. En faisant des recherches pour cet exposé politique, j'ai pu parler avec les représentants de plusieurs organisations, institutions officielles, et associations communautaires. Ils étaient très largement d'accord sur le fait qu'une des démarches les plus urgentes consistait à créer des comités populaires dans tous les quartiers de Jérusalem Est. Ces comités pourraient attirer l'attention des résidents de Jérusalem Est sur leurs droits de résidents et sur les plans d'Israël pour l'avenir, encourager le volontariat, informer et empêcher les Palestiniens de vendre leur terre à des Juifs israéliens, représenter leur quartier dans les forums nationaux, et coopérer entre eux pour consolider leurs efforts pour défendre la terre palestinienne.

A vrai dire, une fois que ces comités auront été créés dans tous les quartiers, ils pourraient constituer ce dont les organisations des Palestiniens de Jérusalem jugent que c'est aussi urgent : un organe représentatif pour Jérusalem au niveau national, organe d'ensemble qui comprendrait le Gouvernorat de Jérusalem, les représentants des organisations de la société civile et du secteur privé ainsi que des indépendants. Cet organe fonctionnerait comme un canal reliant les Palestiniens de Jérusalem Est à l'AP ainsi qu'au reste du monde. Cet organe représentatif pourrait fonctionner sur trois fronts principaux :

1. L'AP/OLP. Un organe représentatif de Jérusalem pourrait pousser l'AP/OLP à propulser Jérusalem au premier rang des engagements du gouvernement et à s'assurer qu'il reçoive le budget et autres soutiens dont il a besoin pour contrer la politique israélienne de judaïsation.
2. La communauté arabe et internationale. Dans ce domaine, un organe représentatif de Jérusalem prendrait la tête des actions de défense, de lobbying et de mobilisation aux niveaux régional et international, en coordination avec la diaspora palestinienne. Par exemple, la Jordanie devrait être démarchée en tant que gardienne des lieux saints de Jérusalem pour qu'elle aide à entretenir et sécuriser l'environnement pour les Palestiniens de Jérusalem Est. D'autres pays arabes, en particulier le Maroc et l'Arabie Saoudite étant donnés leurs liens particuliers avec Jérusalem, devraient aussi être mobilisés.

On devrait faire plus d'efforts pour solliciter les pays qui ont déjà fait preuve de solidarité envers les Palestiniens, tels que la Suède, les pays d'Amérique latine et les nouveaux pays donateurs (BRICs) entre autres, afin qu'ils puissent utiliser leurs bons offices, directement et en collaboration avec d'autres pays, afin de tenir Israël pour responsable de son annexion et sa colonisation

illégales de Jérusalem Est. Le fait que Jérusalem Est fasse partie de la Cisjordanie occupée est un point souvent négligé dans les discours officiels et qu'il faudrait souligner.

Ces pays devraient aussi utiliser leurs bons offices, en travaillant avec l'OLP/Etat de Palestine, l'ONU à tous les niveaux, dont le Conseil de Sécurité, l'Assemblée Générale, le Conseil des Droits de l'Homme, et les programmes et agences spécialisées de l'ONU pour faire connaître la politique israélienne à Jérusalem Est et demander aux Etats membres de remplir leurs obligations juridiques. En particulier, les Etats membres devraient remettre en vigueur la Résolution 478 du Conseil de Sécurité qui date de 1980 et déclare que « toute mesure ou action juridique prise par Israël, puissance occupante, qui a la prétention d'altérer le caractère et le statut de la ville sainte de Jérusalem est nulle et non avenue et doit être annulée sur-le-champ ».

L'Union Européenne doit elle aussi souscrire entièrement au principe de non reconnaissance de la souveraineté d'Israël sur Jérusalem Est. L'UE devrait traduire ses paroles en mesures effectives en mettant un terme à toute activité, directe ou indirecte, économique, financière, bancaire, investissement, universitaire et commerciale dans les colonies israéliennes à Jérusalem Est et dans tout le reste des TPO.

L'Organisation de Coopération Islamique (OCI) devrait jouer un rôle majeur dans la sauvegarde des droits des Palestiniens à Jérusalem Est, en fournissant une aide directe ainsi qu'en démarchant l'UE et l'ONU pour qu'elles apportent leur aide et prennent des mesures pour mettre fin aux violations commises par Israël. Ces mesures devraient comporter la mise en place par l'ONU et/ou l'UE d'un registre des violations des droits de l'Homme par Israël et des dommages encourus par les Palestiniens à cause de la politique israélienne de judaïsation et de l'expansion des colonies à Jérusalem Est et dans le reste des TPO.

Il est également vital de créer un organisme de financement ou une banque de développement pour surmonter le manque de financement qui est l'une des questions majeures auxquelles font face les institutions palestiniennes à Jérusalem Est. Cette banque de développement pourrait avoir plusieurs fonctions, telles que : fournir des facilités de crédit puisque la plupart des prêts ne sont disponibles qu'à des taux d'intérêt très élevés, aider à financer le développement du logement et fournir des incitations pour encourager l'investissement et aider à la renaissance du secteur commercial. Le secteur privé palestinien et les banques palestiniennes, dans et hors de Palestine, devraient aussi prendre leurs responsabilités et faire partie de cette banque de développement.

3. Les communautés palestiniennes dans leur pays ainsi que dans la diaspora. Ces communautés devraient aider à élaborer et à développer une vision claire et une stratégie efficace pour Jérusalem. Il faudrait identifier des mesures pratiques pour contrer la politique israélienne de judaïsation, rehausser la capacité de production de l'économie palestinienne à Jérusalem Est et renforcer ses liens avec l'économie de Cisjordanie et du monde arabe, promouvoir le secteur touristique pour soutenir le développement économique limité sous l'occupation, ranimer le statut culturel et économique de la Vieille Ville, remettre en état les secteurs de l'éducation et de la santé et stimuler l'intégration des Palestiniens de Jérusalem Est dans le reste des TPO.

Par ailleurs, les organismes juridiques existants qui offrent une assistance aux Palestiniens de Jérusalem Est – par exemple concernant la révoque des cartes d'identité, le regroupement familial, l'appropriation de terres, la démolition de maisons et le zonage et la planification – devraient coordonner leurs efforts.

La société civile palestinienne, en particulier le mouvement Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) a un rôle vital à jouer en prenant pour cible les projets israéliens pour le tourisme et la technologie de pointe à Jérusalem ainsi que les entreprises impliquées dans la judaïsation de Jérusalem.

On a un besoin urgent de développer une stratégie médiatique coordonnée pour faire entendre la voix des Palestiniens et contrebalancer le pouvoir discursif d'Israël et sa représentation d'histoire de Jérusalem. Universitaires et analystes politiques ont eux aussi un rôle vital à jouer : il y a un manque de recherche sur le développement socio-économique de Jérusalem Est ainsi que sur les plans directeurs pour Israël pour Jérusalem, et très peu de groupes de réflexion au travail à Jérusalem Est. À l'avenir, la recherche devrait dépasser le diagnostic des problèmes pour imaginer des solutions créatives, en utilisant une approche dynamique plutôt que réactive. Il faut construire un pont au-dessus du gouffre qui existe entre universitaires et décideurs afin de s'assurer que tous les efforts sont unis vers un même objectif, obtenir l'autodétermination, la dignité, la liberté et la justice.

Notes :

(1) L'auteur remercie le bureau palestino-jordanien de la Fondation Heinrich Böll pour son partenariat et sa collaboration avec Al-Shabaka en Palestine. Les idées exprimées dans cet exposé politique sont celles de l'auteur et ne reflètent donc pas nécessairement l'opinion de la fondation Heinrich Böll. L'auteur remercie également la Chambre de Commerce et d'Industrie de Jérusalem, la Coalition Civique pour les Droits de l'Homme, l'association Sinokrot Core, le Gouvernorat de Jérusalem et PASSIA pour le temps et les informations partagés.

(2) Ir Amin, 200. « Trop petit trop tard. Le Plan Directeur de Jérusalem ».

(3) Rami Nasrallah, 2015. « Planifier le Partage : le Plan Directeur 2020 d'Israël et son Impact sur Jérusalem Est », dans : Turner, M. et Shweiki, O. (ed.), *Décoloniser l'Économie Palestinienne : le Développement et Après*.

(4) *Ibid*

(5) *Ibid*.

Nur Arafeh

Nur arafeh est membre politique d'Al-Shabaka, le Réseau Politique Palestinien. Auparavant, elle a travaillé comme chercheuse à l'Institut Ibrahim Abu-Lughod d'Études Internationales à l'université de Birzeit, en tant que chercheuse associée à l'Institut de Recherche en Économie Politique de Palestine (MAS) et comme professeure d'Économie au Collège Bard Honors d'Al-Qods. Nur, a un double diplôme en sciences politiques et en économie de l'université de Sciences Po (France) et de l'université de Columbia (USA), et elle possède

un diplômé d'études en Développement de l'université de Cambridge (Royaume Uni). Parmi ses principaux intérêts de recherche, il y a l'économie politique du développement au Moyen Orient, la sociologie et la politique du développement, et les formes économiques de l'assistance.

Traduction : J. Ch. pour l'Agence Média Palestine

Source : [Al-Shabaka](#)

date création
2016/06/20